

Art. 12. Artikel 93, § 1, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij decreet van 22 januari 1987, wordt aangevuld met het volgende lid :

«Wanneer de Regering met de vervreemding of de vestiging van zakelijke rechten heeft ingestemd of wanneer haar instemming beschouwd wordt als gunstig, heeft de nieuwe houder van zakelijke rechten dezelfde verplichtingen als de vorige.».

Art. 13. Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt. Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 4 mei 1995.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,
R. COLLIGNON

De Minister van Technologische Ontwikkeling, Wetenschappelijk Onderzoek, Twerkstelling en Beroepsopleiding,
A. LIENARD

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Ambtenarenzaken en Begroting,
B. ANSELME

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Patrimonium en Vervoer,
A. BAUDSON

De Minister van Openbare Werken,
J.-P. GRAFE

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

F. 95 - 2296

[C - 27454]

**18 MAI 1995. - Arrêté du Gouvernement wallon
relatif au financement de la gestion et de la protection des eaux potabilisables**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 30 avril 1990 sur la protection et l'exploitation des eaux souterraines et des eaux potabilisables, tel que modifié par le décret du 23 décembre 1993, notamment les articles 5, §§ 1er et 2, 13, 15, 18 et 19;

Vu le décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution et notamment l'article 3;

Considérant que les zones vulnérables désignées en application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 mai 1994 relatif à la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles recouvrent également des zones de prévention et de surveillance au sens de l'arrêté du 14 novembre 1991 relatif aux prises d'eau de surface potabilisable et aux zones de prise d'eau, de prévention et de surveillance;

Vu l'avis de la Commission des eaux, donné le 3 avril 1995;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que le versement à partir du 1er janvier 1994 de la redevance sur le captage des eaux potabilisables permet d'envisager le financement de la réalisation des études de délimitation des zones de prévention; qu'il convient que la réalisation de ces études intervienne le plus tôt possible, afin de permettre au Gouvernement wallon d'adopter rapidement les arrêtés de désignation des zones de prévention en vertu de l'article 11 du décret du 30 avril 1990;

Considérant que l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 14 novembre 1991 relatif aux prises d'eaux souterraines, aux zones de prises d'eau, de prévention et de surveillance et à la recharge artificielle des nappes d'eaux souterraines a été modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 mars 1995 afin de prescrire les mesures générales de protection au sein des zones de prévention et de surveillance; qu'il convient que le Fonds pour la protection des eaux potabilisables puisse commencer à indemniser le plus rapidement possible l'exécution de ces mesures;

Considérant qu'en raison de la surexploitation de la nappe du calcaire carbonifère du Tournaisis, il s'impose en application de l'article 5, § 1er, du décret du 30 avril 1990, d'entamer dans les plus brefs délais les actions visant à remédier à cette situation; qu'il importe dès lors que la Région wallonne, bénéficiant du concours financier de la Communauté européenne pour mener ces actions suivant une programmation établie, il convient d'adopter un cadre général permettant d'assurer immédiatement le financement de ces mesures;

Sur la proposition du Ministre chargé de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

- 1° «Décret» : le décret du 30 avril 1990 sur la protection et l'exploitation des eaux souterraines et des eaux potabilisables, tel que modifié par le décret du 23 décembre 1993;
- 2° «Ministre» : le ministre de la Région wallonne ayant la politique de l'eau dans ses attributions;
- 3° «Administration» : la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement;
- 4° «Titulaire de l'autorisation» : le titulaire d'une autorisation de prise d'eau potabilisable en vertu du décret;
- 5° «Etude» : l'ensemble des travaux matériels et intellectuels nécessaires à la délimitation des zones de prévention et/ou de surveillance ainsi que l'inventaire technique et économique des actions de protection envisagées dans ces zones;

6° «Compte affecté» : compte en banque exclusivement affecté par le titulaire de l'autorisation à l'utilisation des sommes versées par le fonds pour la protection des eaux potabilisables, pour la réalisation des études, la prise en charge des dommages directs et matériels en vertu de l'article 13 du décret et les travaux de protection approuvés dans les zones de prévention.

Art. 2. § 1er. Sont à charge du fonds pour la protection des eaux potabilisables, les actions entreprises sur l'initiative de la Région wallonne dans les domaines suivants :

- 1° les études nécessaires à la délimitation des zones de surveillance;
- 2° les indemnités prévues à l'article 15 du décret;
- 3° les dépenses en vue d'assurer les mesures de surveillance et de contrôle des eaux potabilisables;
- 4° les dépenses en vue d'assurer la gestion et d'améliorer la qualité et la quantité de l'eau potabilisable disponible;
- 5° les études et la réalisation de travaux destinés à remédier à la surexploitation de certaines nappes aquifères en vue d'assurer la pérennité qualitative et quantitative de l'eau potabilisable disponible;
- 6° les mesures de protection destinées à assurer le respect des normes générales d'immission visées à l'article 4 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 25 octobre 1990 désignant des zones de protection des eaux de surface, applicables dans les zones d'eaux potabilisables;
- 7° les dépenses liées à l'élaboration, et à la mise en œuvre des programmes d'action dans les zones vulnérables désignées en application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 mai 1994 relatif à la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir des sources agricoles;
- 8° les dépenses liées à la perception et au recouvrement de la redevance;
- 9° les travaux destinés à lutter contre des pollutions accidentelles dans les zones de surveillance;
- 10° les dépenses nécessaires au traitement administratif des dossiers introduits, en application du décret, par la Région et par les titulaires d'autorisation;
- 11° l'acquisition de biens immeubles au sein des zones de prévention en vertu de l'article 14 du décret afin de les mettre à la disposition des titulaires d'autorisation notamment par bail emphytéotique dont les conditions et les modalités sont établies par le Ministre.

§ 2. Sont également à charge du Fonds pour la protection des eaux potabilisables, en tout ou en partie, dans le respect des articles 4 à 7, les actions entreprises par les titulaires d'autorisation dans la zone de prévention :

- 1° les études;
- 2° les travaux indispensables à la protection de la zone;
- 3° les indemnités prévues à l'article 13 du décret;
- 4° les travaux destinés à lutter contre des pollutions accidentelles dans les zones de prévention.

Art. 3. Le financement des actions menées par la Région wallonne est arrêté chaque année avant le 30 juin par le Gouvernement sur la base d'un programme proposé par le Ministre.

Le programme comprend :

- 1° la description et la justification, selon un ordre de priorités, des actions envisagées couvertes par le Fonds en vertu de l'article 2, § 1er, du présent arrêté;
- 2° l'évaluation du coût de chacune des actions envisagées;
- 3° la durée de mise en œuvre des actions envisagées et l'ordonnement des dépenses prévues.

Art. 4. Tout titulaire d'une autorisation peut solliciter la prise en charge par le Fonds, de l'étude nécessaire à l'établissement des zones de prévention.

A cette fin, le titulaire dépose un programme d'étude à l'administration comprenant la justification, le coût et la durée d'exécution de l'étude envisagée.

Sur la base du rapport de l'administration, le Ministre approuve ou refuse le programme dans les trois mois de son dépôt à l'administration. Le refus doit être justifié.

Le Fonds pour la protection des eaux potabilisables intervient, dans la mesure où le programme a été approuvé, pour la totalité des frais afférents à l'étude tels que fixés dans le programme.

Un acompte, correspondant à deux fois la quantité en mètres cubes d'eau prélevée au cours de l'année précédant la demande, exprimées en francs, relative à la prise d'eau pour laquelle l'étude est proposée, est versé sur le compte affecté du titulaire dans le mois qui suit l'approbation du programme, sans pour autant dépasser 70 % du montant approuvé en vertu de l'alinéa 3 du présent article.

La liquidation du solde intervient à la fin de l'étude sur la base de toutes les justifications des dépenses effectuées à concurrence du programme approuvé pour autant que l'étude soit déposée à l'administration et qu'elle comprenne un inventaire des mesures de protection à prendre dans la zone et une évaluation de leur coût.

Art. 5. § 1er. Dès la désignation par le Gouvernement de la zone de prévention, le titulaire de l'autorisation transmet à l'administration, un programme qui détermine pour les zones de prévention concernées par le captage, la nature des actions et le montant des indemnités qu'il devra prendre en charge en application de l'article 2, § 2, 2° et 3°, du présent arrêté.

Le programme comprend :

- 1° - une description des travaux indispensables en application de l'article 2, § 2, 2°;
- une évaluation des coûts de ces travaux;
- 2° - une description des dommages directs et matériels qui devront être pris en charge en application de l'article 2 § 2, 3°;
- une évaluation de ces indemnités;
- 3° un échéancier de l'ordonnement des dépenses couvrant les travaux et les indemnités visés au 1° et 2°.

§ 2. Dans les 60 jours, l'administration remet au Ministre un rapport sur le programme proposé. Celui-ci approuve ou refuse le programme dans les 30 jours de sa réception. Le refus doit être motivé.

§ 3. Un acompte correspondant à 40% du montant estimé du programme approuvé, est versé sur le compte affecté dans le mois qui suit l'approbation du programme par le Ministre.

Dès que la somme correspondant à ce premier acompte est épuisée, le titulaire peut demander le versement d'un deuxième acompte correspondant à 50 % du montant du programme approuvé à condition qu'il ait dûment justifié à l'aide de pièces probantes la réalisation de la première tranche du programme.

La liquidation du solde est opérée sur la base des pièces probantes justifiant les dépenses finales.

§ 4. Dans le cas où le montant estimé dans le programme est insuffisant pour couvrir l'ensemble des actions prévues dans le programme approuvé, le titulaire de l'autorisation peut introduire un programme complémentaire présenté et approuvé conformément à la procédure prévue au §§ 1er et 2 du présent article.

La liquidation du programme complémentaire se fait sur base des pièces probantes justifiant les dépenses supplémentaires encourues.

Art. 6. Pour ce qui concerne les actions prises en application de l'article 2, § 2, 2° et 3°, du présent arrêté, le Fonds n'intervient, sous réserve du second alinéa du présent article que pour couvrir les actions spécifiques ou supplémentaires prises en application des articles 16, 18, 19, 20, 21, 2°, et 23 de l'arrêté du 14 novembre 1991 relatif aux prises d'eau souterraine, aux zones de prise d'eau, de prévention et de surveillance et à la recharge artificielle des nappes d'eau souterraine modifié par l'arrêté du 9 mars 1995.

En aucun cas le Fonds n'intervient pour couvrir les actions qui résultent d'obligations découlant d'autres législations que le décret.

Art. 7. En cas de pollution accidentelle dans les zones de prévention, le Fonds n'intervient dans le remboursement des travaux destinés à lutter contre la pollution que dans la mesure où :

1° le titulaire de l'autorisation est directement intervenu pour prévenir la pollution de son captage;

2° l'accident a été signalé à l'administration dès sa constatation;

3° le titulaire de l'autorisation constate de manière contradictoire les dommages avec l'auteur de l'accident, si celui-ci est identifiable, avec le représentant de l'administration et, le cas échéant, avec le propriétaire du bien auquel les dommages ont été causés;

4° le titulaire de l'autorisation subroge par convention la Région wallonne dans les droits qu'il a à l'égard de l'auteur de l'accident à concurrence du montant de l'indemnité qui sera versée par la Région.

Art. 8. Le présent arrêté est limité à l'utilisation des recettes dues au Fonds de protection des eaux potabilisables pour les années 1994 et 1995 en application de l'arrêté du 16 septembre 1993 relatif à la redevance sur les prises d'eau potabilisable destinée à la distribution.

Art. 9. Le Ministre qui a l'Eau dans ses attributions est chargé de l'application du présent arrêté.

Namur, le 18 mai 1995.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

D. 95 - 2296

[C - 27454]

18. MAI 1995. - Erlaß der Wallonischen Regierung

über die Finanzierung der Bewirtschaftung und des Schutzes von zu Trinkwasser aufbereitablem Wasser

Aufgrund des Dekrets vom 30. April 1990 über den Schutz und die Gewinnung von aufbereitablem Wasser in seiner durch das Dekret vom 23. Dezember 1993 abgeänderten Fassung, insbesondere der Artikel 5 §§ 1 und 2, 13, 15, 18 und 19;

Aufgrund des Dekrets vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen die Verschmutzung, insbesondere des Artikels 3;

In der Erwägung, daß die gefährdeten Gebiete, die in Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Mai 1994 zum Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen bezeichnet werden, ebenfalls Präventiv- und Überwachungszonen entsprechen im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regional-exekutive vom 14. November 1991 über die Entnahme von aufbereitablem Oberflächenwasser und die Wasserentnahme-, Präventiv- und Überwachungszonen;

Aufgrund des am 3. April 1995 abgegebenen Gutachtens der «Commission des eaux» (Wasserkommission);

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere Artikel 3 § 1 abgeändert durch das Gesetz vom 4. Juli 1989;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß man dank der Zahlung einer Gebühr für die Gewinnung von aufbereitablem Wasser ab dem 1. Januar 1994 nun die Möglichkeit hat, eine Finanzierung der Studien zur Abgrenzung der Präventivzonen zu erwägen; in der Erwägung außerdem, daß diese Studien sobald wie möglich stattfinden sollten, damit die Wallonische Regierung die Erlasse zur Bezeichnung der Präventivzonen kraft Art. 11 des Dekrets vom 30. April 1990 baldigst verabschieden kann;

In der Erwägung, daß der Erlaß der Wallonischen Regional-exekutive vom 14. November 1991 über die Entnahme von Grundwasser, die Wasserentnahme-, Präventiv- und Überwachungszonen und die künstliche Anreicherung des Grundwassers durch den Erlaß der Wallonischen Regierung vom 9. März 1995 abgeändert worden ist, um die allgemeinen Schutzmaßnahmen innerhalb der Präventiv- und Überwachungszonen festzulegen; in der Erwägung außerdem, daß der Fonds für den Schutz des aufbereitablem Wassers sobald wie möglich die Möglichkeit haben sollte, die Durchführung dieser Maßnahmen zu vergüten;

In der Erwägung, daß wegen der Überbeanspruchung des in der Gegend von Tournai gelegenen Kohlenkalkstein-Grundvorkommens die Maßnahmen, um diesem Zustand abzuwehren, in Anwendung von Art. 5 § 1 des Dekrets vom 30. April 1990 unverzüglich zu treffen sind; in der Erwägung außerdem, daß die Wallonische Region, die über eine finanzielle Unterstützung der Europäischen Gemeinschaft verfügt, um diese Maßnahmen nach einer im voraus festgelegten Planung zu treffen, einen allgemeinen Rahmen schaffen sollte, der eine unverzügliche Finanzierung dieser Maßnahmen ermöglicht;

Auf Vorschlag des mit der Umwelt, den Naturschätzen und der Landwirtschaft beauftragten Ministers,

Beschließt die Wallonische Regierung:

Artikel 1. Für die Anwendung des vorliegenden Dekrets gelten folgende Definitionen:

1° «Dekret»: das Dekret vom 30. April 1990 über den Schutz und die Gewinnung von aufbereitablem Wasser in seiner durch das Dekret vom 23. Dezember 1993 abgeänderten Fassung;

2° «Minister»: der Minister der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wasserwesen gehört;

3° «Verwaltung»: die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt;

4° «Genehmigungsinhaber»: der Inhaber einer Genehmigung zur Entnahme von aufbereitablem Wasser aufgrund des Dekrets;

5° «Studie»: die Gesamtheit der materiellen und intellektuellen Leistungen, die zur Abgrenzung der Präventiv- und/oder Überwachungszonen erforderlich sind, sowie das technische und wirtschaftliche Inventar der in diesen Zonen in Betracht gezogenen Schutzmaßnahmen;

6° «Zweckgebundenes Konto»: Bankkonto, das der Genehmigungsinhaber ausschließlich zur Verwaltung der vom Fonds für den Schutz des aufbereitbaren Wassers überwiesenen Beträge für die Durchführung der Studien, die Übernahme der direkten und materiellen Schäden kraft Artikel 13 des Dekrets und die in Präventivzonen ausgeführten, genehmigten Schutzarbeiten verwendet.

Art. 2. § 1. Die auf Initiative der Wallonischen Region getroffenen Maßnahmen in folgenden Bereichen gehen zu Lasten des Fonds für den Schutz des aufbereitbaren Wassers:

1° die erforderlichen Studien zur Abgrenzung der Überwachungszonen;

2° die in Artikel 15 des Dekrets vorgesehenen Entschädigungen;

3° die Ausgaben zur Durchführung der Überwachungs- und Kontrolleleistungen für das aufbereitbare Wasser;

4° die Ausgaben zur Bewirtschaftung und qualitäts- und mengenmäßigen Verbesserung des verfügbaren aufbereitbaren Wassers;

5° die Studien und die Durchführung von Arbeiten, die dazu bestimmt sind, der Überbeanspruchung bestimmter Grundwasservorkommen abzuwehren, um den qualitäts- und mengenmäßigen Fortbestand des verfügbaren aufbereitbaren Wassers zu sichern;

6° die Schutzmaßnahmen zur Einhaltung der allgemeinen Immissionsnormen gemäß Artikel 4 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 25. Oktober 1990 zur Bezeichnung von Schutzzonen für das Oberflächenwasser, die in den Gebieten, in denen das Wasser zu Trinkwasser aufbereitbar ist, anwendbar sind;

7° die mit der Entwicklung und Durchführung der Aktionsprogramme in den gefährdeten Gebieten verbundenen Ausgaben; diese gefährdeten Gebiete sind diejenigen, die in Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Mai 1994 zum Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen bezeichnet werden;

8° die mit der Einziehung und Beitreibung der Gebühr verbundenen Aufwendungen;

9° die Leistungen zur Bekämpfung von Verschmutzungsunfällen in den Überwachungszonen;

10° die erforderlichen Ausgaben zur administrativen Behandlung der in Anwendung des Dekrets von der Region bzw. von den Genehmigungsinhabern eingereichten Akten.

11° der Ankauf von Immobiliengütern innerhalb von Präventivzonen kraft Artikel 14 des Dekrets, um diese den Genehmigungsinhabern zur Verfügung zu stellen, insbesondere durch einen Erbpachtvertrag, dessen Bedingungen und Modalitäten durch den Minister festgelegt werden.

§ 2. Unter Einhaltung der Artikel 4 bis 7 gehen folgende von den Genehmigungsinhabern in der Präventivzone getroffenen Maßnahmen auch ganz oder teilweise zu Lasten des Fonds für den Schutz des aufbereitbaren Wassers:

1° die Studien;

2° die zum Schutz der Zone unentbehrlichen Arbeiten;

3° die in Artikel 13 des Dekrets vorgesehenen Entschädigungen;

4° die Arbeiten zur Bekämpfung von Verschmutzungsunfällen in Präventivzonen.

Art. 3. Die Finanzierung der von der Wallonischen Region geführten Aktionen wird jedes Jahr vor dem 30. Juni von der Regierung aufgrund eines vom Minister vorgeschlagenen Programms beschlossen.

Dieses Programm beinhaltet:

1° die Beschreibung und Rechtfertigung der geplanten, vom Fonds kraft Artikel 2 § 1 des vorliegenden Erlasses gedeckten Aktionen, nach einer gegebenen Vorrangreihenfolge;

2° die Kostenschätzung jeder der geplanten Maßnahmen;

3° die erforderliche Dauer für die Durchführung der geplanten Maßnahmen und die Planung der Ausgabenanweisungen.

Art. 4. Jeder Genehmigungsinhaber ist berechtigt, die Übernahme der mit der erforderlichen Studie zur Errichtung der Präventivzonen verbundenen Kosten durch den Fonds zu beantragen.

Zu diesem Zweck reicht der Inhaber bei der Verwaltung ein Studienprogramm ein, das die Begründung, die Kosten und die Durchführungsdauer der geplanten Studie erwähnt.

Auf der Grundlage des Berichtes der Verwaltung genehmigt oder verweigert der Minister das Programm innerhalb von drei Monaten nach dessen Einreichung bei der Verwaltung. Im Falle einer Verweigerung müssen die Gründe dafür erwähnt werden.

Wenn das Programm genehmigt worden ist, übernimmt der Fonds für den Schutz des aufbereitbaren Wassers die Gesamtheit der mit der Studie verbundenen Kosten, sowie sie im Programm festgelegt sind.

Auf das zweckgebundene Konto des Genehmigungsinhabers wird innerhalb des Monats nach Genehmigung des Programms eine in Franken ausgedrückte Anzahlung überwiesen, deren Betrag zweimal der während des Jahres vor dem des Antrags an der Wasserentnahmestelle, die Gegenstand des Studienvorschlags ist, entnommenen Menge Kubikmeter Wasser entspricht, ohne jedoch 70 % des kraft Absatz 3 des vorliegenden Artikels genehmigten Betrags übersteigen zu dürfen.

Die Auszahlung des Restbetrags erfolgt am Ende der Studie auf der Grundlage einer Begründung aller gemachten Ausgaben bis zur Höhe des im Programm genehmigten Betrags, unter der Voraussetzung, daß die Studie der Verwaltung übermittelt wird und ein Inventar der in der Zone zu treffenden Schutzmaßnahmen und eine Kostenschätzung dieser Maßnahmen beinhaltet.

Art. 5. § 1. Sofort nachdem die Regierung die Präventivzone bezeichnet hat, übermittelt der Genehmigungsinhaber der Verwaltung ein Programm, das für die mit der Wasserentnahmestelle verbundenen Präventivzonen die Art der Maßnahmen und den Betrag der Entschädigungen, die er in Anwendung von Artikel 2 § 2 2° und 3° des vorliegenden Erlasses wird übernehmen müssen, festlegt.

Dieses Programm beinhaltet:

1° - eine Beschreibung der in Anwendung von Artikel 2 § 2 2° erforderlichen Maßnahmen;

- eine Kostenschätzung dieser Arbeiten;

2° - eine Beschreibung der direkten Sachschäden, die in Anwendung von Artikel 2 § 2 3° übernommen werden müssen;

- eine Schätzung der Höhe dieser Entschädigungen;

3° - einen Fälligkeitsplan der Ausgabenanweisungen zur Deckung der in 1° und 2° erwähnten Arbeiten und Entschädigungen.

§ 2. Innerhalb von 60 Tagen übermittelt die Verwaltung dem Minister einen Bericht über das vorgeschlagene Programm. Dieser genehmigt oder verweigert das Programm innerhalb von 30 Tagen nach seiner Übermittlung. Im Falle einer Verweigerung muß diese begründet werden.

§ 3. Innerhalb eines Monats nach der Genehmigung des Programms durch den Minister wird eine Anzahlung in Höhe von 40 % des geschätzten Betrags des genehmigten Programms auf das zweckgebundene Konto überwiesen.

Sobald der dieser ersten Anzahlung entsprechende Betrag aufgebraucht ist, kann der Genehmigungsinhaber die Überweisung einer zweiten Anzahlung in Höhe von 50 % des Betrags des genehmigten Programms beantragen, unter der Voraussetzung, daß er anhand der entsprechenden Belege deutlich nachgewiesen hat, daß der erste Teil des Programms verwirklicht ist.

Die Auszahlung des Restbetrags erfolgt auf Vorlage der Belege, die die letzten Ausgaben rechtfertigen.

§ 4. Falls der im Programm geschätzte Betrag unzureichend ist, um die gesamten, im genehmigten Programm vorgesehenen Maßnahmen zu decken, kann der Genehmigungsinhaber ein ergänzendes Programm einreichen, welches gemäß dem in §§ 1 und 2 des vorliegenden Artikels festgelegten Verfahren vorgestellt und genehmigt wird.

Die Auszahlung des ergänzenden Programms erfolgt auf Vorlage der Belege, die die zusätzlich vorgenommenen Ausgaben nachweisen.

Art. 6. Was die in Anwendung von Artikel 2 § 2 2° und 3° des vorliegenden Erlasses getroffenen Maßnahmen angeht, kann der Fonds nur zur Deckung von denjenigen spezifischen oder zusätzlichen Maßnahmen beansprucht werden, die in Anwendung der Artikel 16, 18, 19, 20, 21, 2° und 23 des Erlasses vom 14. November 1991 über die Entnahme von Grundwasser, die Wasserentnahme-, Präventiv- und Überwachungszonen und die künstliche Anreicherung des Grundwassers, in seiner vom Erlaß vom 9. März 1995 abgeänderten Fassung, getroffen wurden, unter Vorbehalt des zweiten Absatzes des vorliegenden Artikels.

In keinem Fall darf der Fonds beansprucht werden, um Maßnahmen zu decken, die auf Verpflichtungen zurückzuführen sind, die sich aus anderen Gesetzgebungen als das Dekret ergeben.

Art. 7. Im Fall eines Verschmutzungsunfalls in Präventivzonen, kann zwecks der Rückzahlung der Arbeiten zur Verschmutzungsbekämpfung nur unter Einhaltung der nachstehenden Bedingungen auf den Fonds appelliert werden:

1° der Genehmigungsinhaber hat unmittelbare Maßnahmen getroffen, um eine Verschmutzung seiner Wasserentnahmestelle zu vermeiden;

2° der Unfall wurde der Verwaltung sofort nach dessen Feststellung mitgeteilt;

3° der Genehmigungsinhaber hat eine kontradiktorische Bestandsaufnahme der Schäden vorgenommen, in Gegenwart des Unfallurhebers, falls letzterer identifizierbar ist, des Vertreters der Verwaltung und gegebenenfalls des Eigentümers des beschädigten Gutes;

4° der Genehmigungsinhaber unterzeichnet ein Abkommen, durch welches er die Wallonische Region in seine Rechte gegenüber dem Urheber des Unfalls einsetzt bis zur Höhe des Betrags der Entschädigung, die von der Region überwiesen wird.

Art. 8. Der vorliegende Erlaß ist auf die Verwendung der dem Fonds für den Schutz des aufbereitbaren Wassers, für die Jahre 1994 und 1995 geschuldeten Einnahmen beschränkt, in Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. September 1993 über die Gebühr für die Entnahmen von aufbereitem, zur Versorgung bestimmten Wasser.

Art. 9. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wasserwesen gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 18. Mai 1995.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB, den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

VERTALING

[C - 27454]

18 MEI 1995. - Besluit van de Waalse Regering betreffende de financiering van het beheer en de bescherming van tot drinkwater verwerkbaar water

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 30 april 1990 op de bescherming en de exploitatie van tot drinkwater verwerkbaar water, gewijzigd bij het decreet van 23 december 1993, inzonderheid op de artikelen 5, §§ 1 en 2, 13, 15, 18 en 19;

Gelet op het decreet van 7 oktober 1985 betreffende de bescherming van het oppervlaktewater tegen vervuiling, inzonderheid op artikel 3;

Overwegende dat de kwetsbare gebieden, aangewezen overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 5 mei 1994 tot bescherming van water tegen verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen, eveneens de voorkomings- en toezichtsgebieden omvatten in de zin van het besluit van 14 november 1991 betreffende het winnen van tot drinkwater verwerkbaar oppervlaktewater en de waterwinnings-, voorkomings- en toezichtsgebieden;

Gelet op het advies van de Watercommissie, gegeven op 3 april 1995;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de sinds 1 januari 1994 op de winplaatsen van tot drinkwater verwerkbaar water geheven belasting de financiering van de onderzoeken m.b.t. de afbakening van de voorkomingsgebieden mogelijk maakt; dat deze onderzoeken onverwijld moeten plaatsvinden opdat de Waalse Regering de besluiten tot bepaling van de voorkomingsgebieden krachtens artikel 11 van het decreet van 30 april 1990 zo spoedig mogelijk zou kunnen aannemen;

Overwegende dat het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 14 november 1991 betreffende de grondwaterwinnings-, de waterwinnings-, de voorkomings- en de toezichtsgebieden en de kunstmatige aanvulling van de grondwaterlagen is gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 9 maart 1995 ten einde algemene beschermingsmaatregelen binnen de voorkomings- en toezichtsgebieden voor te schrijven; dat het Fonds voor de bescherming van tot drinkwater verwerkbaar water zo spoedig mogelijk moet kunnen tegemoetkomen in de uitvoering van deze maatregelen;

Overwegende dat dringend een oplossing moet worden gevonden voor de overexploitatie van de grondwaterlaag van carboonkalksteen in de «Tournaisis», overeenkomstig artikel 5, § 1, van het decreet van 30 april 1990; dat het Waalse Gewest, dat financiële steun van de Europese Gemeenschap geniet om deze acties volgens een welbepaald schema te voeren, dan ook een algemeen kader moet aannemen voor de onmiddellijke financiering ervan;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° «Decreet» : het decreet van 30 april 1990 betreffende de bescherming en de exploitatie van tot drinkwater verwerkbaar water, zoals gewijzigd bij het decreet van 23 december 1993;

2° «Minister» : de Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheden het waterbeleid behoort;

3° «Bestuur» : de Algemene Directie Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu;

4° «Vergunninghouder» : de houder van een vergunning voor de winning van tot drinkwater verwerkbaar water, krachtens het decreet;

5° «Onderzoek» : het geheel van de materiële en geestelijke werkzaamheden voor de afbakening van de voorkomings- en of toezichtsgebieden, alsmede de technische en economische inventaris van de in deze gebieden geplande beschermingsacties;

6° «Rekening» : bankrekening van de vergunninghouder waarop het Fonds voor de bescherming van tot drinkwater verwerkbaar water bedragen stort die uitsluitend bestemd zijn voor het verrichten van onderzoeken, voor de vergoeding van de rechtstreekse materiële schade, krachtens artikel 13 van het decreet, alsmede voor de in de voorkomingsgebieden goedgekeurde beschermingswerken.

Art. 2. § 1. De op initiatief van het Waalse Gewest ondernomen acties zijn ten laste van het Fonds voor de bescherming van tot drinkwater verwerkbaar water, met name i.v.m. :

1° de voor de afbakening van toezichtsgebieden vereiste onderzoeken;

2° de in artikel 15 van het decreet bedoelde vergoedingen;

3° de uitgaven voor het treffen van maatregelen inzake het toezicht en de controle op tot drinkwater verwerkbaar water;

4° de uitgaven voor het beheer van het tot drinkwater verwerkbare water dat voorhanden is, en voor de verbetering van de kwaliteit en het opvoeren van de hoeveelheid ervan;

5° de onderzoeken en de uitvoering van werken die de overexploitatie van bepaalde grondwaterlagen moeten helpen voorkomen en, bijgevolg, de kwalitatieve en kwantitatieve duurzaamheid van het tot drinkwater verwerkbare water dat voorhanden is te verzekeren;

6° de beschermingsmaatregelen met het oog op de inachtneming van de algemene inmissienormen bedoeld in artikel 4 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 25 oktober 1990 tot aanwijzing van beschermingszones van oppervlaktewater, die van toepassing zijn op de gebieden van tot drinkwater verwerkbaar water;

7° de uitgaven voor het uitwerken en de uitvoering van actieprogramma's in de kwetsbare gebieden aangewezen overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 5 mei 1994 tot bescherming van water tegen verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen;

8° de uitgaven voor de inning van de belasting;

9° de werken voor de bestrijding van onverwachte verontreinigingen in de toezichtsgebieden;

10° de uitgaven voor de administratieve behandeling van de dossiers die krachtens het decreet door het Gewest en de vergunninghouders worden ingediend;

11° de aankoop, krachtens artikel 14 van het decreet, van onroerende goederen binnen de voorkomingsgebieden, die ter beschikking van de vergunninghouders worden gesteld, met name d.m.v. een erfpacht waarvan de Minister de voorwaarden en modaliteiten vaststelt.

§ 2. Met inachtneming van de artikelen 4 tot 7, zijn de hierna vermelde acties die door de vergunninghouders in het voorkomingsgebied worden ondernomen eveneens - geheel of gedeeltelijk - ten laste van het Fonds voor de bescherming van tot drinkwater verwerkbaar water :

1° de onderzoeken;

2° de voor de bescherming van het gebied vereiste werken;

3° de in artikel 13 van het decreet bedoelde vergoedingen;

4° de werken met het oog op de bestrijding van toevallige verontreinigingen in de voorkomingsgebieden.

Art. 3. De financiering van de door het Waalse Gewest gevoerde acties wordt jaarlijks vóór 30 juni door de Regering bepaald op grond van een door de Minister ingediend programma.

Het programma omvat :

1° de beschrijving en de rechtvaardiging, volgens een orde van prioriteiten, van de geplande maatregelen die krachtens artikel 2, § 1 van dit besluit door het Fonds worden gedeekt.

2° de kostenraming van alle overwogen acties;

3° de duur van de uitvoering van de geplande acties en de ordonnanciering van de voorziene uitgaven.

Art. 4. Elke vergunninghouder kan vragen dat het Fonds de voor de afbakening van de voorkomingsgebieden vereiste onderzoekskosten voor zijn rekening neemt.

Daartoe bezorgt de vergunninghouder het bestuur een onderzoeksprogramma met de rechtvaardiging, de kosten en de uitvoeringsduur van het onderzoek.

Op grond van het rapport van het bestuur keurt de Minister het programma goed of weigert hij het binnen drie maanden na indiening ervan bij het bestuur. De weigering moet met redenen omkleed zijn.

Na goedkeuring van het programma, neemt het Fonds het geheel van de onderzoekskosten voor zijn rekening.

Een in frank uitgedrukt voorschot, gelijk aan tweemaal de in m3 uitgedrukte waterhoeveelheid afgenomen in de loop van het jaar vóór de aanvraag m.b.t. de winplaats waarvoor het onderzoek wordt voorgesteld, wordt binnen een maand na goedkeuring van het programma op de rekening van de houder gestort, zonder evenwel 70 % van het krachtens alinea 3 van dit artikel goedgekeurde bedrag te overschrijden.

Het saldo wordt aan het einde van het onderzoek uitbetaald, mits rechtvaardiging van de uitgaven ten belope van het goedgekeurde bedrag. Het onderzoek moet evenwel, met een inventaris van de in het gebied te treffen beschermingsmaatregelen en met een kostenraming ervan, bij het bestuur ingediend worden.

Art. 5. § 1. Zodra de Regering het voorkomingsgebied aangewezen heeft, bezorgt de vergunninghouder het bestuur een programma waarin, voor de bij de winning betrokken voorkomingsgebieden, de aard van de acties en het bedrag van de vergoedingen voorkomen die krachtens artikel 2, § 2, 2° en 3° van dit besluit voor zijn rekening zullen zijn.

Het programma omvat :

- 1° - een beschrijving van de overeenkomstig artikel 2, § 2, 2°, vereiste werken;
- een kostenraming ervan;
- 2° - een beschrijving van de overeenkomstig artikel 2, § 2, 3°, te vergoeden rechtstreekse materiële schade;
- een schatting van deze vergoeding;
- 3° - een termijnplanning van de ordonnanciering van de uitgaven die de in 1° en 2° bedoelde werken en vergoedingen dekken.

§ 2. Het bestuur bezorgt de Minister binnen 60 dagen een rapport over het voorgestelde programma. Deze laatste keurt het programma goed of weigert het binnen 30 dagen na ontvangst ervan. De weigering moet met redenen omkleed zijn.

§ 3. Een voorschot, gelijk aan 40% van het geschatte bedrag van het goedgekeurde programma, wordt op de rekening van de vergunninghouder gestort binnen een maand na goedkeuring van het programma door de Minister.

Zodra het eerste voorschot uitgeput is, kan de vergunninghouder een tweede voorschot vragen, dat gelijk is aan 50 % van het bedrag van het goedgekeurde programma, op voorwaarde dat hij de uitvoering van het eerste deel van het programma behoorlijk gerechtvaardigd heeft d.m.v. bewijsstukken.

Het saldo wordt uitbetaald op grond van de bewijsstukken waarbij de laatste uitgaven worden gerechtvaardigd.

§ 4. Indien het in het programma geschatte bedrag onvoldoende is om het geheel van de geplande acties te dekken, kan de vergunninghouder een bijkomend programma indienen dat volgens de in §§ 1 en 2 van dit artikel bedoelde procedure voorgesteld en goedgekeurd wordt.

De vereffening van het aanvullende programma gebeurt op grond van de bewijsstukken waarbij de extrauitgaven worden gerechtvaardigd.

Art. 6. Wat de krachtens artikel 2, § 2, 2° en 3°, van dit besluit genomen maatregelen betreft, komt het Fonds, onder voorbehoud van alinea 2 van dit artikel, slechts tegemoet om de specifieke of aanvullende acties te dekken die ondernomen worden overeenkomstig de artikelen 16, 18, 19, 20, 21, 2° en 23 van het besluit van 14 november 1991 betreffende de grondwaterwinningen, de waterwinnings-, de voorkomings- en de toezichtsgebieden en de kunstmatige aanvulling van de grondwaterlagen, gewijzigd bij het besluit van 9 maart 1995.

Het Fonds komt in geen geval tegemoet om acties te dekken die voortvloeien uit verplichtingen die door andere wetgevingen dan het decreet worden opgelegd.

Art. 7. In geval van onverwachte verontreiniging in de voorkomingsgebieden komt het Fonds slechts tegemoet in de terugbetaling van de kosten voortvloeiende uit de werken voor de vervuilingbestrijding als :

- 1° de vergunninghouder onmiddellijk gereageerd heeft om de vervuiling van zijn winplaats te voorkomen;
- 2° het bestuur in kennis wordt gebracht van het ongeval zodra het is vastgesteld;
- 3° de vergunninghouder de schade gezamenlijk vaststelt met de auteur van het ongeval, als deze kan worden geïdentificeerd, met de vertegenwoordiger van het bestuur en, in voorkomend geval, met de eigenaar van het beschadigde goed;
- 4° de vergunninghouder het Waalse Gewest bij overeenkomst in de rechten doet treden die hij heeft t.o.v. de auteur van het ongeval ten belope van de vergoeding die door het Gewest zal worden gestort.

Art. 8. De toepassing van dit besluit wordt beperkt tot de aanwending van de inkomsten verschuldigd aan het Fonds voor de bescherming van tot drinkwater verwerkbaar water voor de jaren 1994 en 1995, overeenkomstig het besluit van 16 september 1993 betreffende de belasting op de winplaatsen van tot drinkwater verwerkbaar water dat voor distributie bestemd is.

Art. 9. De Minister tot wiens bevoegdheden het Waterbeleid behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 18 mei 1995.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN